

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

PROCEDURE ADAPTEE

Ce document comporte 4 pages

OBJET DE LA CONSULTATION

**TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS
À LA SALLE DES SPORTS DE NAVARRENNX**

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes du Canton de NAVARRENNX
14 rue Saint-Germain
64190 NAVARRENNX

MAITRISE D'OEUVRE

Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale

MAISON DES COMMUNES

Rue Auguste Renoir

CS 40609 64006 PAU CEDEX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE I : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de grosses réparations à la salle des sports de NAVARRENX (Pyrénées-Atlantiques).

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux débiteront dans le courant du mois d'avril 2015.

ARTICLE II : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Etendue et mode de consultation :

La présente consultation est lancée par procédure adaptée ouverte sur la base d'offres de prix avec variantes possibles dans la mesure où ces variantes respectent, a minima, les caractéristiques de l'offre de base d'un point de vue technique et/ou esthétique et que leur présentation reprend dans la description et en annexe du devis du dossier de consultation, celle des postes qu'elles remplacent.

Elle est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

2.2 - Répartition en lots :

L'opération ne comprend qu'un seul lot :

LOT unique : DÉSAMIA NTAGE - CHARPENTE MÉTALLIQUE - COUVERTURE ET BARDAGE BAC ACIER - ZINGUERIE - DIVERS

Les candidats pourront se présenter en candidats individuels ou en groupement. En cas de groupement, le souhait du pouvoir adjudicateur est le groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il sera contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

2.3 - Contenu des soumissions :

Les prix devront être indiqués dans le devis descriptif quantitatif remis avec le dossier de consultation.

Aucune modification ne doit être apportée ni au devis ni à l'Acte d'Engagement sous peine de nullité de l'offre et de rejet pur et simple de celle-ci.

Si l'entreprise estime devoir rectifier le métré, apporter des modifications ou des précisions, ou proposer des variantes, elle le fera en annexe au devis.

2.4 - Variantes :

La(les) variante(s) autres que celle(s) expressément prévue(s) dans le devis descriptif ne doit(doivent) figurer qu'en complément de celui-ci, dans une(des) proposition(s) annexe(s).

Les candidats seront tenus dans tous les cas de répondre à la solution de base.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de choisir entre les variantes dès le jugement des offres.

2.5 - Délai d'exécution :

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à 5 mois (hors plan de retrait).

Ce délai court à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

2.6 - Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE III : MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Dossiers remis gratuitement au siège de la collectivité.
ou téléchargeable sur la plateforme eadministration64.fr.

ARTICLE IV : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES SOUMISSIONS

A) Soumissions sous format papier :

Les soumissions seront placées sous enveloppe cachetée revêtue de la mention suivante :

TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS
À LA SALLE DES SPORTS DE NAVARRENNX

CONSULTATION D'ENTREPRISES

LOT unique

"NE PAS OUVRIR"

Cette enveloppe contiendra les documents suivants :

- formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) complétés et signés (modèles de formulaires joints au dossier de consultation).
Le dernier document sera accompagné de la certification 1552 pour le traitement de l'amiante.
- l'acte d'engagement complété et signé,
- le devis quantitatif estimatif complété et signé,
- la documentation technique des produits proposés s'ils sont différents de ceux mentionnés, à titre indicatif, dans le devis du dossier de consultation.

Elles devront parvenir sous pli cacheté, par la poste en envoi recommandé ou déposées au siège de la Communauté de Communes, avant le **jeudi 29 janvier 2015 à 17 h**, le fuseau horaire de référence étant celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (GMT+ 01:00).

A titre indicatif, les jours et heures d'ouverture sont les suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et 14h à 17h30.

B) Soumissions sous format électronique :

Les soumissions établies sous format électronique avec fichiers au format PDF reprendront les documents exigés sous le format papier (cf A ci-avant).

Elles parviendront avant les mêmes date et heure que celles exigées pour les documents sous le format papier (cf A ci-avant), sur la plateforme eadministration64.fr.

Le candidat doit utiliser pour signer ses documents, d'une part, une catégorie de certificats électronique référencée et listée à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

et, d'autre part, le logiciel de signature mis à disposition par la plateforme de dématérialisation.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'ils doivent signer électroniquement chaque document qui doit être signé en remise des soumissions au format papier et que la signature du dossier .zip ne vaut pas signature des documents que le dossier .zip comprend.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Pour toutes questions techniques quant à l'utilisation de la plateforme (configuration des postes, pré-requis techniques, modalités d'enregistrement, etc.) et à l'assistance téléphonique, les candidats se rapporteront en priorité au «Guide d'utilisation» disponible dans la rubrique «Aide» de la page «entreprises» de la plateforme.

ARTICLE V : JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué en retenant la notion d'offre mieux-disante avec comparaison et classement des offres entre elles, puis comparaison et classement des variantes entre elles et enfin comparaison de l'offre de base la mieux placée avec la variante la mieux placée selon les critères suivants :

- prix : 80 %
- valeur technique de l'offre 20 %

Appréciation du critère "prix":

La note pour le prix est calculée ainsi : $N = 16 \times (P_m/P)$ avec P_m = prix de l'offre moins-disante et P = prix de l'offre étudiée.

Appréciation du critère "valeur technique de l'offre":

Le descriptif comporte un ou plusieurs postes qui servent à l'appréciation de ce critère. Ces postes sont repérés dans le devis. Chaque candidat a donc la possibilité de proposer mieux sur ces postes s'il le juge opportun. Il fournira alors la ou les fiche(s) techniques des produits proposés.

La valeur technique sera alors appréciée en considérant la pertinence des propositions effectuées par l'application d'une note qui variera entre 0 et 4.

Une offre considérée comme inférieure à l'objectif recherché sera écartée.

La note globale sera calculée en additionnant les notes prix et valeur technique.

Les offres incomplètes ou ne répondant pas au devis seront rejetées.

Le candidat retenu sera déclaré titulaire provisoire sous réserve des vérifications détaillées des soumissions qui seront réalisées sous quatre-vingt-dix jours maximum et durant lesquels l'ensemble des candidats reste engagé.

Si le devis estimatif comporte des erreurs d'opérations et/ou des omissions, elles seront rectifiées. Pour le jugement de la consultation, le montant de l'offre qui figurera dans l'Acte d'Engagement sera aligné sur le montant du devis estimatif rectifié.

Si le devis estimatif comporte des ajouts justifiés, ils seront pris en considération en demandant ou en extrapolant le chiffrage à l'ensemble des candidats. Pour le jugement de l'ensemble des offres, le montant qui figurera dans l'Acte d'Engagement sera modifié pour tenir compte de la correction apportée.

Dans les cas de modifications cités aux alinéas précédents, et uniquement pour le candidat retenu, une annexe à l'Acte d'Engagement sera rédigée pour entériner les modifications opérées. Cette annexe sera signée par les parties.

ARTICLE VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront s'adresser au Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale Maison des Communes Rue Auguste Renoir CS 40609 64006 PAU CEDEX; téléphone : 05 59 84 59 42, télécopie : 05 59 84 59 47 adresse électronique : sti@apgl64.fr